



A R R Ê T  
DU CONSEIL D'ÉTAT  
DU ROI,

Du 31 Octobre 1787.



ET LETTRES PATENTES SUR ICELUI,

*Données à Versailles le 17 Décembre 1787.*

*Qui ordonnent que les Paroisses de Gouloux & de Saint-Brissou, ressortissant au Grenier de Moulins - Engilbert, en seront distraites & réunies à celui de Château-Chinon, auquel les Habitans de ces deux Paroisses seront tenus de lever le Sel nécessaire à leur consommation.*

Registrées en la Cour des Aides le 18 Janvier 1788.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat du Roi.*

**L**E ROI s'étant fait rendre compte en son Conseil, de la demande des Habitans des Paroisses de Gouloux & de Saint-Brissou, ressortissans au Grenier de Moulins-Engilbert, d'être distraits de ce Grenier, & réunis à celui de Château-Chinon, attendu qu'ils sont beaucoup plus près de la dernière



de ces deux Villes, qu'ils dépendent déjà de l'Election qui y est établie, & qu'ils sont même obligés de passer par Château-Chinon, pour le rendre à Moulins-Engilbert; ce qu'il leur occasionne plus de frais & une perte de tems plus considérable, sans avantage pour le Roi, le prix du Sel étant le même dans les deux Greniers; & Sa Majesté voulant favorablement traiter lesdits Habitans de Gouloux & de Saint-Brissou; vu l'Avis du sieur Intendant Commissaire départi en la Généralité de Moulins, oui le rapport du sieur Lambert, Conseiller d'Etat & ordinaire au Conseil Royal des Finances & du Commerce, Contrôleur Général des Finances: LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL a ordonné & ordonne qu'à commencer du premier Janvier prochain, lesdites Paroisses de Gouloux & de Saint-Brissou seront distraites du Grenier de Moulins-Engilbert, & réunies à celui de Château-Chinon: Veut Sa Majesté, qu'à partir dudit jour premier Janvier 1788, les Habitans de ces deux Paroisses soient tenus de lever au Grenier de Château-Chinon le Sel nécessaire à leur consommation, tant pour pot & salière que pour salaison, au prix qui y est fixé par l'Ordonnance de 1680, & Edits postérieurs, en la maniere prescrite par ladite Ordonnance, & par les Déclarations & Réglemens rendus sur le fait des Gabelles, & sur le sexté qui sera formé & tenu par le Receveur établi audit Grenier: Défend Sa Majesté aux Habitans desdites Paroisses de Gouloux & de Saint-Brissou de prendre du Sel ailleurs, & de se servir d'autre Sel que celui qu'ils auront levé audit Grenier, sous les peines portées par lesdites Ordonnances, Déclarations & Réglemens; & pour l'exécution du présent Arrêt, toutes lettres nécessaires seront expédiées. FAIT au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le trente-un Octobre mil sept sept cent quatre-vingt-sept. *Signé*, le Baron DE BRETEUIL.

---

## L E T T R E S P A T E N T E S.

**L**OUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant



3

notre Cour des Aides de Paris, SALUT. Nous ayant été représenté qu'il seroit avantageux aux Habitans de Gouloux & de Saint-Brissou, que ces deux Paroisses qui ressortissent au Grenier à Sel de Moulins-Engilbert, en fussent distraites & réunies à celui de Château-Chinon, où le prix est le même, attendu qu'ils sont beaucoup plus près de cette dernière Ville, dont ils dépendent déjà quant à l'Élection, & par laquelle même ils sont obligés de passer, pour le rendre à Moulins-Engilbert, & voulant traiter favorablement lesdits Habitans, nous y aurions pourvu par l'Arrêt rendu en notre Conseil d'État, Nous y étant, le 31 Octobre dernier, pour l'exécution duquel nous avons ordonné que toutes lettres nécessaires seroient expédiées. A CES CAUSES, de l'avis de notre Conseil, qui a vu ledit Arrêt ci-attaché sous le contre-scel de notre Chancellerie, nous avons, conformément à icelui, ordonné, & par ces présentes signées de notre main, ordonnons, qu'à commencer du premier Janvier prochain, lesdites Paroisses de Gouloux & de Saint-Brissou ressortiront au Grenier de Château-Chinon; voulons que les Habitans desdites Paroisses soient tenus de prendre & lever le Sel, tant pour pot & salière que pour salaisons, audit Grenier de Château-Chinon, au prix qui y est fixé par l'Ordonnance de 1680, & Edits postérieurs, en la manière prescrite par ladite Ordonnance, & par les Déclarations & Réglemens rendus sur le fait des Gabelles, & sur le sexté qui sera tenu & formé par le Receveur établi audit Grenier; défendons aux Habitans desdites Paroisses de prendre du Sel ailleurs, & de se servir d'autre Sel que celui levé audit Grenier, sous les peines portées par lesdites Ordonnances, Déclarations & Réglemens. SI VOUS MANDONS que ces présentes vous ayez à faire lire & enregistrer, & le contenu en icelles garder & observer selon leur forme & teneur: CAR TEL EST NOTRE PLAISIR. DONNÉ à Versailles le dix-septieme jour de Décembre, l'an de grace mil sept cent quatre-vingt-sept, & de notre Règne le quatorzieme. Signé LOUIS. Et plus bas, par le Roi, signé le Baron DE BRETEUIL. Vu au



4

Conseil, signé LAMBERT. Et scellées du grand Sceau de  
cire jaune.

Registrées, oui & ce requérant le Procureur Général du Roi,  
pour être exécutées selon leur forme & teneur, & copies colla-  
tionnées d'icelles envoyées aux Sieges des Greniers à Sel  
de Moulins-Engilbert & Château-Chinon, pour y être lues,  
publiées & registrées, l'Audience tenant; enjoint aux Substituts  
du Procureur Général du Roi d'y tenir la main, & de certifier  
la Cour de leurs diligences au mois. Fait à Paris, en la Pre-  
miere Chambre de la Cour des Aides, le dix-huit Janvier mil  
sept cent quatre vingt huit. Collationné. Signé VIVIEN DE  
GOUBERT.

---

A PARIS, chez N. H. N Y O N, Imprimeur du Parlement,  
rue Mignon Saint-André-des Arts, 1788.